nant et depuis une époque assez longue. Ceci affecte plus la Banque de Montréal que toute autre banque au Canada. Vous verrez, en consultant le relevé qui vous est soumis, que nous employons dans ces pays environ \$15,000,000 et la moyenne pour l'année approche de ce chiffre ou un peu en-dessous.

Avec le taux de l'argent variant de 1/2 p.c. à 1 p.c. à Londres—à New-York la même chose—et à Chicago à 4 p.c. au lieu de 6 p.c. et 7 p.c. comme les années précédentes, on pourrait expliquer une plus grande diminution dans les profits. Au Canada les taux sont demeurés un peu en-dessous du taux normal. Il paraît presque inutile d'expliquer pourquoi il a été nécessaire d'employer tant d'argent hors du Canada; mais il serait aussi bien de répéter les explications déjà données. Ces fonds représentent virtuellement une forte réserve additionnelle d'or que l'on peut faire rentrer à très bref délai et sont, non seulement une très grande force pour cette banque, mais je les considère comme une garantie importante pour les intérêts financiers de toute la Puissance.

Il n'y a pas eu un seul jour, l'année dernière, que nous n'ayons pu obtenir de sources situées hors de ce pays 25 p.c. de notre passif en or plus vite que nous n'aurions pu nous en servir, et l'avantage d'une telle position a été démontré dans plus d'une occasion, lorsque nous avons pu soulager la tension du marché financier et empêcher probablement une panique sérieuse, dont personne n'aurait pu prévoir l'étendue, sans troubler en aucune manière les besoins financiers de la communauté commerciale. Si nous avions été forcés de faire appel à nos ressources locales, nous n'aurions fait qu'aggraver la situation.

Les pertes que nous avons subies par suite des mauvaises créances ont été à peu près normales; mais en préparant nos évaluations des pertes sur le papier douteux, nous ne pouvions oublier que l'année qui vient de s'écouler n'a pas été prospère pour la majorité de nos clients et par conséquent, nous avons dû nous montrer plus minutieux dans nos calculs en faisant l'estimé de tout ce qui pouvait sembler incertain. Somme toute, en faisant la revue des douze mois écoulés depuis que je vous ai rencontrés, je suis heureux de pouvoir vous présenter un rapport comme celui que vous avez devant vous.

Quant à ce qui regarde les divers autres chiffres de cet état, la circulation accuse une diminution de \$370,000, ce qui n'a rien de surprenant vu le marasme des affaires; les dépôts ne portant pas intérêt, une augmentation de \$1,000,000, presque tout en dépôts du gouvernement ou ayant un caractère temporaire; les dépôts portant intérêt, une augmentation de \$1,300,000 et ce principalement dans notre département d'Épargnes.

Dans l'actif, nous constatons en moins \$270,000 en or et \$610,000 en billets du gouvernement du Canada, mais nous avons \$3,000,000 de plus placés à l'étranger.

L'article "obligations du gouvernement" ne figure plus à cet état car ces obligations ont été vendues avec bon profit. J'ajouterai que c'est notre intention de les remplacer dès que l'opportunité s'en offrira.

Nos escomptes s'élèvent à \$2,300,000 de plus, principalement en prêts à des corporations municipales. Nos escomptes

au commerce sont à peu près stationnaires.

Les dettes non payées ont été réduites de \$115,000 par suite de collections et de transpositions au compte des pertes.

Comme vous ne l'ignorez pas, l'année 1894 est venu s'ajouter aux années de dépression dans les affaires qui ont suivi la faillite des Baring en 1890. Aux États-Unis non seulement on a vu le commerce en désarroi, les affaires mortes et les compagnies de chemin de fer subissant des pertes énormes; mais encore on a vu des bas prix régner dans le blé, le coton, l'acier, le sucre, etc.; on a eu des grèves de chemins de fer, des inondations désastreuses, l'une de ces inondations, sur la côte du Pacifique a interrompu les communications avec la Colombie Anglaise pendant des semaines. Les salaires ont été réduits, nombre d'ouvriers ont été jetés sur le pavé, les économies qui s'imposaient, par suite de cet état de choses, ont amené une diminution considérable dans la production dans tous les genres de commerce et de l'industrie. Pour surcroît de malheur les législateurs des États-Unis ont mis tous les obstacles possibles à la résurrection des affaires, en refusant tout remède en ce qui concerne la question de l'argent et de la circulation fiduciaire et ont encore aggravé la situation par des propositions financières absurdes. N'eût été l'action si ferme de M. Cleveland, aidé par un syndicat de financiers qui accomplissent, avec toutes les apparences du succès, une des opérations financières les plus difficiles du siècle, les États-Unis se seraient trouvés dans une crise, comparée à laquelle celle de 1893 n'aurait été que jeu d'enfant.

En temps de crise comme en temps d'épidémies, on trouve toujours une légion de charlatans et d'utopistes qui se dressent armés de remèdes et paucées par tous les maux.

Les ignorants se jettent au cou de ces gens-là, croyant qu'ils vont trouver le salut; mais ils s'aperçoivent bientôt qu'ils ont été les victimes de leur folle confiance.

C'est ainsi que l'hérésie de l'argent ou de la frappe libre se répand actuellement aux États-Unis, prônée par des propriétaires de mines intéressés, activée par des démagogues et des théoriciens et acceptée par une foule considérable de paysans et d'ouvriers qui ne pensent point, mais qui souffrent de l'avalissement des prix. Je suis heureux de constater que l'on fait des efforts énergiques et bien dirigés pour arrêter la marée montante et je ne doute pas qu'ils soient couronnés de succès. Ces efforts sont vigoureusement appuyés par l'augmentation continue dans la production de l'or et la hausse persistante des denrées, sans augmentation correspondante de l'argent, ce qui met à néant les principales théories et les principaux raisonnements des partisans de l'argent.

J'ai vu l'autre jour qu'un écrivain français, discutant la tendance des Américains à adopter des théories financières irrationnelles et cent fois réfutées, disait que Dieu est bon pour ses petits enfants, pour les ivrognes et pour le peuple des États-Unis, car autrement, il y a longtemps qu'il serait allé au diable.

La question de l'argent est une question que nous, comme fort prêteurs aux États-Unis, nous suivons de très près et quoique nous pourrions probablement faire des affaires là-bas aussi avanta-

geusement avec le système de l'argent qu'avec celui de l'or, nous n'en désirons pas moins voir disparaître l'incertitude actuelle.

Quoique l'année dernière n'ait pas été prospère, ce doit être une source de satisfaction pour les Canadiens de voir que le monde des affaires au Canada ait si bien traversé cette période critique et avec si peu de faillites et de désastres.

En cela, nous pouvons soutenir la comparaison avec n'importe quel autre pays. En vérité, cela m'a considérablement surpris de voir que nous avons aussi gaillardement résisté. Il est encore trop tôt pour dire que nous sommes sortis du péril, mais il est évident que les États-Unis paraissent avoir pris le dessus; et, comme le Canada est toujours fort affecté par la condition des affaires chez nos voisins, il est raisonnable de supposer qu'ici aussi l'ère de la dépression est passée. Il y a assurément un sentiment d'espoir plus prononcé et quoique l'amélioration soit, jusqu'à un certain point, théorique ou sentimentale, un grand nombre de personnes doivent avoir bénéficié de l'augmentation du prix des denrées qui, à l'exception du beurre et du fromage, a été générale. Cependant, il faut compter encore avec la prochaine moisson et jusque-là on ne doit pas considérer le danger passé.

La prospérité du pays aidera à la prospérité des banques; mais, entre-temps, la situation financière est la même en Angleterre qu'aux États-Unis, et je crains que la prochaine année ne soit maigre, au moins pour notre banque.

La faillite des deux seules banques de l'île de Terre-Neuve, le commerce considérable qui s'y fait et les importantes ressources susceptibles de grand développement dans l'avenir, ont paru offrir l'occasion d'ouvrir une succursale de la banque dans la colonie et nous y avons en conséquence commencé nos opérations le 9 janvier dernier.

Nous croyons avoir aidé au commerce en lui facilitant la transaction des affaires qui étaient virtuellement paralysées et nous avons rendu service au gouvernement de Terre-Neuve par des prêts temporaires; ce qui lui donne le temps nécessaire pour faire des arrangements financiers d'un caractère plus permanent. Les résultats ont répondu à notre attente et nous avons raison de croire qu'à notre succursale de Saint-Jean est réservé un avenir heureux et prospère.

Après quelques remarques de M. John Morrison, qui recommande l'économie, M. John Crawford fait allusion aux paroles du président sur la mort de M. Meredith et dit que tous les actionnaires présents partageant sincèrement les sentiments de sympathie exprimés par Sir Donald Smith. M. Crawford passe à la nomination de M. W. W. Ogilvie pour succéder à M. Meredith dans le conseil des directeurs. Il exprime l'opinion qu'il appartenait aux actionnaires et non aux directeurs de faire sortir de l'obscurité un homme aussi éminent.

Le président explique que les directeurs n'avaient pas d'alternative. D'après les règlements, ils étaient obligés de faire la nomination.

M. Crawford, après avoir reconnu la compétence de M. Ogilvie, aborde la question financière. A un certain point de vue, le rapport financier ne peut pas être considéré comme extrêmement sa-